2eme session du comité de pilotage du processus d'élaboration du (PNEV) : Des recommandations fortes soulignées

MALI

1104

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 24 MAI 2022

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Salif Keita en concert en France

L'humiliant hommage de la France à un ami

Les démocrates américains : Faux universalistes !

Coups de feu à la Fac. de Droit Public : Le retour des démons de la violence dans l'espace universitaire ?

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

23 Mai 2022

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

325

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
01	02	00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
31 057	30 163	734

dont 84 font l'objet d'un suivie médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 13

P. 19

P. 23

/ Une /

Salif Keita en concert en France : L'humiliant hommage de la France à un ami — P. 5

/ Brèves /

Au-delà de la coopération militaire : Moscou prête à accompagner Bamako sur le plan économique et commercial — P. 13
Attaque de la ville religieuse de Tamani : Jihadisme ou lutte contre le Malékisme (Malikya) ? — P. 13
Sondage de Mali Mètre : Neuf personnes sur dix sont satisfaites des forces de défense et de sécurité — P. 14
Focus : Bamako-Moscou ! — P. 14
Retrait du Mali du G5-Sahel : Le président en exercice du G5-Sahel, exhorte le gouvernement du Mali à reconsidérer sa position — P. 15

/ Actualité /

Corruption et délinquance financière : Des généraux sous les verrous ! — P. 17
Le Mali sort avec fracas du G5 Sahel : L'organisation serait-elle morte de sa belle mort ? — P. 18
2eme session du comité de pilotage du processus d'élaboration du (PNEV) : Des recommandations fortes soulignées — P. 19
Coups de feu à la Faculté de Droit Public : Le retour des démons de la violence dans l'espace universitaire ? — P. 20

/ Politique /

Nouhoum Sarr sur le retrait du Mali du G5 Sahel sur RV5 Monde Afrique : « Le gouvernement du Mali a assumé sa responsabilité… » — P. 22
Colonel Abdoulaye Maïga : « Ce sont les terroristes qui méritent des sanctions, pas nous ! » — P. 23
Pour des élections apaisées : L'UNITAR renforce la capacité des forces de sécurité — P. 27

/ Culture & société /

Livre : Contre vents et marées — P. 28

/ International /

Guinée : Lancement à Conakry d'une série de missions de contrôle de conformité Environnementale et sociale ce vendredi 20 Mai 2022 sur instruction de Madame la ministre Louopou LAMAH — P. 29
L'Afrique face à la guerre en Ukraine / Macky Sall : « Elle a une position assumée, bâtie sur ses opinions et son analyse lucide du conflit » — P. 30
Les démocrates américains : Faux universalistes ! — P. 31

/ Sport /

Championnat de Basket : Attar de Kidal et Djoliba AC en patrons — P. 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Salif Keita en concert en France L'humiliant hommage de la France à un ami

Populiste, opportuniste ou homme de reniement ? Peut-être les trois ? En tout cas, notre célèbre Salif Keita, « le rossignol du Mandé » est encore rattrapé par ses comportements qui jurent avec ses propos. Et qui ne visent qu'à satisfaire ses intérêts égoïstes. L'on se rappelle tous les dénis et revirements qui avaient été les siens à l'égard du M5-RFP pour siéger confortablement au CNT. En effet, après avoir lancé un appel à manifester quand la chute de IBK est devenue inéluctable, il s'est mis à brocarder des leaders de ce mouvement quand ceux-ci sont, en début de transition, rentrés en contradiction avec les militaires de l'ex-CNSP.

Aujourd'hui, après avoir proféré des accusations gravissimes contre la France, le voici, presqu'en catimini prêt à y donner un concert. Pas de bienfaisance ou de solidarité bien sûr. Mais pour arrondir des fins de mois sans doute difficiles.

Pour rappel, dans une vidéo devenue à l'époque virale sur les réseaux sociaux, Salif Keita soutenait que c'est la France du « **gamin Macron** » qui tuait les jeunes maliens par terroristes interposés. Et conseillait en conséquence au défunt président IBK de se montrer digne de ses ancêtres et de rompre avec la France.

Voici ce qu'il disait exactement « **Mais Kôrô, toi tu sais pertinemment que c'est Macron, la France qui envoie des gens tuer les maliens. En fait il n'y a pas de Jihadistes. Ce sont eux qui payent les gens pour faire circuler des fausses rumeurs sur de prétendus djihadistes. Il n'y a pas de djihadistes mais des gens payés par la France qui commettent des atrocités et tuent les maliens. Kôrô, ce sont de tout jeunes maliens, dans la fleur de l'âge, qui sont assassinés. Car on ne peut pas devenir militaire si on est malade. Donc ce sont bien les plus valides du pays qui sont recrutés pour servir dans l'armée. La France est en train de les tuer tous, et toi tu es bien au courant que c'est la France la responsable. Mais avec tout, tout cela, tu tends la main, tu noues amitié avec ce gamin de rien du tout pour garantir ta place. Ahhh Kôrô, ha, sois regardant. Il y a trop de veuves et d'orphelins dans nos camps. Toi tu as la chance, tu es français tu as un passeport français. Certains des artistes avec lesquels tu fricotes, je ne dirais pas de nom, sont Gambiens. Et si ça chauffe, eux ils s'en iront dans leur pays. Ce sont nous les maliens, qui resterons dans notre pays pour trinquer. Toi tu t'en fous, je sais! Moi je sais que tu as peur de dénoncer la France pour préserver ta place. Mais Kôrô, Allahou Akbarou (Dieu est le plus Grand !), tu es descendant d'illustres personnes qui n'ont jamais eu peur** ».

Et que fait Salif pour préserver son portefeuille ? C'est le compte twitter de l'ambassade de France au Mali qui nous l'apprend « **Amoureux de la France où il a vécu et où réside une partie de sa famille, le grand artiste malien Salif Keïta donnera ce 20 mai un concert inédit à Aix-en-Provence. Sa musique rapproche les peuples français et malien. Merci Salif pour ce beau geste d'amitié** ».

Pour bien se faire comprendre, un second tweet en langue nationale bamenan a précisé les choses « **Franci kanouba, min koun siguilèn bè yén, ani aka dembaya fankélen siguilèn bè yén. artiste bayin Salif Keita béna yénadjè ba do kè bi Aix-en-Provence là. Aka donkili bè maliewn ni françaiwn guèrè gnogon naa. Ini tchié Salif Keita ika ni kèwalén gnouma na teriya sira là » ! Qui se traduit ainsi « L'amoureux de la France, qui a vécu là-bas et dont une partie de la famille vit la-bas, le grand artiste malien Salif Keita va donner un grand concert à Aix-la-Chapelle. Sa musique rapproche les maliens et les français. Merci Salif pour ce beau geste d'amitié** ».

Et vlan !

Voilà ce qu'on appelle au Manden profond enterrer quelqu'un vivant. Insulter publiquement la France et aller discrètement chercher les euros des français. Insulter Macron qui vient de se faire réélire et aller chanter à sa gloire l'amitié franco-malienne.

Combien sont-ils ces forts en gueule qui pourfendent quotidiennement la France et qui font la queue pour les visas, qui vont en France pour leurs intérêts ou pour le farniente. Ha ! si l'ambassade de France consentait à publier leurs noms.

La mort plutôt que la honte disent-ils ? Pas pour tous !

En encadré le tweet de l'ambassade de France au Mali.

Moctar Sow

La France au Mali

Amoureux de la France où il a vécu et où réside une partie de sa famille, le grand artiste Salif Keïta donnera ce 20 mai un concert inédit à Aix-en-Provence. Sa musique rapproche les peuples et . Merci Salif pour ce beau geste d'amitié !

Mali Actu

La célèbre tiktokeuse Aïcha Maiga dite Belebeleba Chizy et milliardaire Mohamed Samassekou, à la grande surprise des internautes ont décidé de rendre publique leur relation

FIGARO DU MALI

M. BABA NADIO, le Promoteur du Centre Galssine Mama de Torokorobougou et du Complexe Fatoumata Timbo vient d'offrir des fournitures et autres papiers au comité AEEM du Lycée Technique de Bamako.
Ce généraux fils de la République, soucieux et dévoué à l'éducation des enfants, s'est automatiquement proposé de faire cette contribution à un établissement qui symbole l'histoire et le savoir au Mali.
Le Secrétaire général de L'AEEM du Lycée TECHNIQUE de BAMAKO a mis ce don à la disposition du comité Mathématiques du Lycée Technique de BAMAKO. Monsieur Baba Nadio est aussi ce promoteur qui accueille au sein de ses établissements, plus de 300 élèves dont les parents n'ont pas les moyens.
VIVE L'AEEM au service des élèves et étudiants du Mali.

starfoot225

Le célèbre journaliste espagnol Tomas Roncero à propos de Mbappé après sa prolongation au PSG :
"Bon Kylian, bienvenue dans le club qui accueille des multimillionnaires mais qui sont des grands perdants comme peut l'être aussi Manchester City. Le PSG paye des joueurs des fortunes, le fair-play financier s'en moque, ok tout va bien. Mais Kylian, tu as perdu l'occasion d'être le joueur le plus heureux du monde. Tu vas certes être le footballeur le plus riche de l'histoire du football, immensément riche, des maisons proches de Versailles, un immeuble au pied de la Tour Eiffel, tu vas marcher dans les rues de Paris les poches pleines et tu parleras avec tes amis politiques au téléphone, ton ami Macron ou la Maire de Paris comme étant le plus grand joueur etc... mais non non non, pas le plus grand, on se trompe, le plus riche !
Platini ou Zidane ont plus que toi, plus de courage surtout, ils ont eu le courage de passer la frontière pour devenir des légendes. Toi tu es resté chez toi dans ta zone de confort. Tu es un loser. Au PSG, depuis ton énorme maison tu verras les Vinicius, les Benzema, soulever la Ligue des Champions, toi tu seras dans ta petite Ligue 1 en train de jouer contre Metz, Montpellier, Bordeaux... Personne ne gagne le Ballon d'Or comme cela, personne ne gagne le respect ainsi.
Ici c'est difficile en Espagne. Tu as choisi d'être un perdant et cela m'affecte beaucoup car on t'avait réservé un accueil grandiose. Alors écoute-moi bien, si un jour tu dois encore jouer contre le Real Madrid, couvre-toi bien les oreilles car on va te siffler comme jamais et te répéter que tu n'as rien gagné. Alors oui tu vas être le parisien le plus parisien de tous et très riche mais tu vas être très riche mais très pauvre à la fois. Au revoir... pour toujours !"

Yeah Samake

CHERS AMIS,
Les travaux progressent à hauteur de souhait pour la réalisation d'un kit scolaire à Sibiribougou dans la Commune IV du District de Bamako.
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR
#ToLeadIsToServe

Mohamed Salia Touré

« Nous ne saurons jamais tout le bien qu'un simple sourire peut être capable de faire. »
Mère Teresa.
Excellent semaine à tous et toutes.

Bacary Camara

Mon petit coup de cœur matinal
Comment pouvait-on prendre au sérieux une intellectuelle noire de cette trempe qui ne cesse pas de brocarder la France et qui choisit un moment la Côte-D'ivoire, comme pays d'accueil et surtout premier pays du « précarré » français sur le continent. Le président Ouattara n'est pas dupe. Il a mis un vigoureux coup d'arrêt aux activités opportunément subversives de cette belle et charmante métisse noire. Avant de l'expulser ensuite du territoire ivoirien.
Ailleurs sur le continent Nathalie Yamb peut bien exulter, car elle a beaucoup de « fans au Mali qui s'ignorent » car ceux-ci ne sont pas visiblement sa cible préférée.
Tout chez cette dame m'intrigue au plus haut point. Née d'un père camerounais elle devrait logiquement choisir ce pays pour s'installer dans ce continent en proie aujourd'hui à toutes sortes de fantasmes. Mais non, trop risqué à son gout. Du coup, elle prit la sainte résolution de poser ses baluchons au pays d'Houphouët Boigny, le meilleur ami de la France sur le continent, (lire les mémoires de Jacques Foccart l'inventeur de la célèbre expression « Francafrique »
Mon petit post sur la célèbre activiste a eu le mérite d'enflammer la toile et de permettre ainsi à certains commentateurs paumés de s'adonner à leur sport favori : la digression et critique stérile et rongeuse des souris. En réalité, c'est une illustration parfaite de ce que l'on appelle en français facile "la mauvaise foi".
Quand je transcris pour une certaine jeunesse de mon pays, les traditions orales des griots, pour leur dire ce que furent leurs ancêtres, leurs systèmes d'organisation sociale et politique les "toubaboufings"ou nègre-blanc ne bronchent pas, parce que ca les indiffère. Mais pourquoi un petit "papier" sur Nathalie Yamb peut-il susciter aussitôt des « cris d'orfraie » venant surtout de certains grands profs.
Je ne suis pas fier de dire que je suis journaliste parcequ' on ne nait pas journaliste, on le devient. Pour mon « palmarès » (je ne sais pas si c'est le mot juste ou convenable), journalistique je vous invite simplement à aller consulter les archives à l'Essor.
B.CAMARA/Le Phénix

Burkina ACTU

#Sahel: La France en tête de liste de financement du terrorisme au Sahel selon une étude.
Le Comité scientifique de l'Observatoire économique et social du Conseil économique et social (CES) du Burkina Faso a diligenté une enquête sur les potentielles sources de financement du terrorisme.
Il ressort de ces enquêtes, selon BernabéKambou, coordonnateur de l'Observatoire économique et social qu' « il s'agit premièrement de financements et dotations extérieurs, qui arrivent de certains États, de certaines organisations non-gouvernementales.
En faisant preuve de cohérence scientifique et de courage patriotique dans la recherche de la vérité dans ce combat contre le terrorisme

et ses sources de financement, nous comprendrons que beaucoup de ces sources de financement précitées sont des sources secondaires.
Les principales et les plus grandes sources de financement du terrorisme ce sont la France, ses ouailles occidentales et leurs sociétés multinationales, l'Arabie Saoudite, le Qatar, et les Emirats Arabes Unis.
Le Mali avait un problème de rébellion séparatiste fabriquée par la même France avec les touaregs dans son complot libyen.
C'est la même France en 2013, qui s'est entendue sur la route de Kona, avec le chef terroriste Iyad Ag Ghaly, le cerveau des attentats contre l'Etat-major général des armées (Emga) du Burkina Faso le 02 mars 2018.
Cette entente a permis à la France de diviser le Mali en deux et depuis lors le nord du Mali est coupé de l'administration du pouvoir central de Bamako.
Kidal, placée sous administration de la France, est devenue la capitale de tous les délinquants et forces d'occupation nazie (Minusma, Barkhane, terroristes, trafiquants d'armes et de drogue).
C'est la France sous le couvert de secourir les otages de Vinci et d'Areva, détenus par Aqmi, lui versa plus de 20 millions d'euro.
Dans la même foulée des négociations, le président camerounais dans l'objectif de bénéficier des bonnes grâces de l'Elysée pour une présidence à vie, lui versa à son tour 15milions d'euro en guise de soutien aux fils de ses ancêtres les gaulois. (Sources France 24 du 31/10/2013 et le journal Lemonde)
Il faut ajouter que la France et ses alliés occidentaux ne s'arrêtent pas aux simples rançons réclamées. Ils payent également des rançons préventives. C'est pourquoi les sociétés françaises et occidentales implantées au Sahel ne sont plus victimes de prises d'otages depuis 2013.
Le journaliste mauritanien Lemine Ould Salem, co-auteur du film « Salafistes » témoigne : " C'est une pratique qui m'a été confirmée de vive voix à Gao, dans le nord du Mali, par Omar Ould Hamama du Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Même s'il n'en a pas précisé les montants, ces rançons étaient versées pour inciter les groupes djihadistes à épargner les ressortissants des pays qui les versaient."
Deuxièmement, c'est la France qui imprime dans sa fabrique, à Chamalières, sa monnaie nazie et la fournit à tous les terroristes dans le Nord Mali.
Par ailleurs, une vidéo réalisée dans la salle de commandement de l'Elysée, nous montre sur un écran la localisation exacte de tous les chefs terroristes grâce à leurs numéros de téléphone que Paris détient.
Les pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats Arabes Unies, aujourd'hui donateurs de dattes aux déplacés pour cause de terrorisme, sont des vendeurs d'armes françaises aux terroristes dans le Sahel.
En plus des armes, ces pays arabes financent tous ce qui est mouvement d'islamisation extrémiste en Afrique. Pendant 25 ans avant le déclenchement de la guerre au Mali, ces pays ont financé les mouvements extrémistes musulmans dans cette partie du Mali.
On ne gagne pas une guerre en ayant avec l'ennemi, les mêmes partenaires d'émission monétaire, commerciaux, de communication et de fournisseurs d'armes. Et tant que la France sera impliquée dans notre système monétaire, nous n'aurons jamais de paix et nous ne connaitrons jamais de développement. Aucune nation ne grandit sous l'ombre d'une autre.
Œil D'Afrik
Le Président, Larba Israël LOMPO

Jeune Afrique

Au revoir Le Drian et Parly, bonjour Colonna et Lecornu. L'ancienne ministre déléguée aux Affaires européennes de Jacques Chirac et le ministre des Outre-mer du dernier gouvernement, ont été respectivement nommés ministre des Affaires étrangères et ministre des Armées dans le nouveau gouvernement français. #France #politique #gouvernement
http://ow.ly/0ju450JeimL

Ammy Baba Cisse

« Toutes les grandes bases terroristes sont détruites sur notre territoire aujourd'hui. Ce qui fait qu'ils sont dans la nature, par petits groupes armés, ils tombent sur les villageois » Choguel Kokalla Maiga

Kati 24

#PAGE_NOIRE :
Le grand supporter des Aigles du Mali, Mamadou N'Diaye dit Yôrô n'est plus. Il est décédé ce jour aux environs de 13 heures dès suites d'une longue maladie à l'hôpital Gabriel Touré de Bamako à l'âge de 40 ans.
Dors en paix Yôrô !

Mali Actu

Depuis des décennies l'école malienne cherche sa voie, celle qui lui permettra d'assurer une bonne éducation et une formation qualifiante aux enfants. De l'avènement de la démocratie, en 1991 jusqu'à nos jours, si le taux de scolarisation, les conditions de travail des élèves et des enseignants ont connu une nette amélioration, force est de constater que la qualité de l'enseignement laisse toujours à désirer.

Yacouba Seriba Doumbia

Le nouveau site de l'institut National des Arts (INA)
L'Oeuvre du feu IBK Avertissement: mauvais Commentaire, mauvaise réponse peu importe la personne Claire et nette.

JEAN-CLAUDE KASSI BROU-Presi. Comm. ECOWAS/CEDEAO

L'appréciation de la durée des transitions dans les pays de la CEDEAO appartient à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouv. Dans 1 interview récente, j'ai fait 1 analyse générale sur la durée des transitions au vu de la longue expérience dans notre région, sans citer de pays.

Housseyne Ag Issa

#Mali #France Vous pouvez nous suivre dans instant, en direct sur Radio Algérie International, pour commenter les récentes déclarations du ministre malien des Affaires étrangères AbdoulayeDiop concernant le charnier découvert à Gossi, près d'une ancienne base militaire française

#Mali #Minka 03 jeunes ont été tués et 04 autres blessés lors d'une attaque lancée par des combattants de l'Etat islamique #Daech le

dimanche 22 mai, contre le village d'Enekar dans la zone d'Achawagh. Il est à noter que le village où étaient stationnées les forces du #MSA_D.

Dr Djamila Ferdjani

Si une personne s'éloigne de toi, ça ne veut pas forcément dire que cette personne est mauvaise ou que toi, tu dois te culpabiliser...Ça peut signifier simplement que sa part dans le cheminement de ta vie est terminée.

Baye Ag Mahmoud

Note d'information Le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) informe l'opinion publique que des combats l'oppose depuis hier 22 Mai 2022 à des individus armés affiliés à l'EIGS dans le cercle d'Inekar précisément dans la localité d'Emiss Emiss (région de MENAKA).

Commission Vérité, Justice et Réconciliation MALI

En date du 23 mai 2022, le nombre de victimes ayant effectué leurs dépositions à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (@CVJR_MALI) est de 28 699 victimes.

En date du 23 mai 2022, le nombre de victimes ayant effectué leurs dépositions à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) se présente comme suit :

- Antenne de Bamako (Régions de Bamako, Kayes et Koulikoro) : 4 347 victimes
- Antenne de Ségou (Régions de Ségou et Sikasso) : 4 716 victimes
- Antenne de Mopti (uniquement Région de Mopti) : 7 946 victimes
- Antenne de Tombouctou (Régions de Tombouctou et Taoudéni) : 5 220 victimes
- Antenne de Gao (Régions de Gao et Ménaka) : 5 145 victimes
- Antenne de Kidal (uniquement de Kidal) : 786 victimes
- Camp des réfugiés de M'Berra (Mauritanie) : 539 victimes

Total des dépositions depuis le début du recueil est de 28 699 victimes.

Il faut noter que les dépositions des victimes ont commencé en janvier 2017 dans les antennes de Bamako, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao et en décembre 2018 dans l'antenne de Kidal. Les dépositions continuent dans toutes les antennes de la CVJR.

Primature du Mali

Primature : L'association Ginna Dogon reçue par le chef du gouvernement.

Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a reçu hier vendredi 20 Mai à la Primature, l'Association Ginna Dogon conduite par son vice-président M. Ongoïba.

Les Dogons sont venus exprimer au Premier ministre leur soutien à la Transition. Ils sont venus remercier le Premier ministre pour avoir rendu au Mali son honneur et sa dignité. Ils sont venus féliciter les autorités de la Transition pour les résultats obtenus dans la lutte contre l'insécurité même si à présent, cette communauté reste préoccupée par les poches d'insécurité encore existantes dans la zone. Les populations invitent les autorités à poursuivre dans cette option afin de libérer les otages encore détenus; libérer les villages sous emprises des groupes armés.

Le Premier ministre, a salué cette démarche et cette disponibilité de la communauté dogon. Choguel Kokalla Maïga, a souligné qu'elle occupe une place de choix dans le Mali d'aujourd'hui, surtout que les autorités entendent refonder l'Etat sur le socle de nos valeurs, en témoigne l'institution de la "journée des légitimités traditionnelles"

Le Chef du gouvernement n'a pas manqué de partager avec ses hôtes l'option prise par les autorités qui restent chevillées aux préoccupations qui ont engendré le Changement.

Pour réussir cette Transition avec ses enjeux, Choguel Kokalla Maïga a sollicité l'accompagnement, le soutien et la bénédiction de tous.

CCRP/Primature

Fin de la visite de la Vice-Présidente du Benin

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla MAÏGA a raccompagné, ce vendredi matin, à l'aéroport international Président Modibo Keïta Senou, Son Excellence Madame Mariam CHABI TALATA ZIME, Vice-Présidente de la République du Bénin, a regagné son pays, après deux jours de mission au Mali.

CCRP/Primature

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux

L'INPS au service des assurés sociaux

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

www.inps.ml

Email :inps@inps.ml

INPS.Mali

@INPS_Mali

Au-delà de la coopération militaire : Moscou prête à accompagner Bamako sur le plan économique et commercial

Au-delà de la coopération militaire, le Mali et la Russie entendent étendre leur partenariat dans le domaine économique et commercial, notamment dans l'approvisionnement d'hydrocarbures, d'intrants agricoles, du blé et du ciment. L'annonce a été faite par les ministres des Affaires Étrangères des deux pays, Abdoulaye Diop et Serguei Lavrov.

Si la coopération militaire entre le Mali et la Russie a été une réussite, les deux entendent élargir cette coopération dans d'autres domaines. Cette visite d'une délégation ministérielle malienne à Moscou a été l'occasion pour le chef de la diplomatie malienne d'expliquer les raisons des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali. « Le Mali n'a pas de problème avec la CEDEAO et l'Union africaine, mais ces organisations sont instrumentalisées par des puissances non africaines pour pouvoir régler des comptes politiques avec l'État malien qui a fait des choix qui ne conviennent pas à ces entités et je crois que c'est ça le problème », a déclaré le ministre Abdoulaye Diop.

Après avoir salué la collaboration fructueuse entre le Mali et la Russie sur le plan militaire, le ministre malien des Affaires Étrangères a indiqué que le Mali souhaite développer des relations économiques et commerciales avec son partenaire historique. Cette nouvelle coopération doit porter sur l'approvisionnement d'hydrocarbures, d'intrants agricoles, du blé et du ciment. « Ce sont des produits stratégiques dont le commerce souffre de la situation géopolitique du moment. Nous avons besoin de l'appui du partenaire russe pour assurer une fourniture correcte de ces biens de consommation », a laissé entendre Abdoulaye Diop.

Pour sa part, Sergueï Lavrov a dénoncé la « mentalité coloniale » de la France et de l'Europe au Mali. Concernant la sollicitation du gouvernement malien, la Russie a répondu favorablement. « Nous allons continuer à appuyer le Mali dans le domaine militaire. Nous sommes prêts à répondre favorablement à vos préoccupations sur le plan économique et commercial. Nous encourageons les contacts en cours avec les ministères et les entreprises concernées par vos demandes », a dit le ministre russe des Affaires Étrangères, Sergueï Lavrov.

Boureima Guindo / Source : LE PAYS

Attaque de la ville religieuse de Tamani : Jihadisme ou lutte contre le Malékisme (Malikya) ?

Eh oui ! Le poste de gendarmerie de Tamani situé dans le cercle de Baraouéli (Ségou) a été la cible d'une attaque jihadiste dans la nuit du jeudi 19 mai. Suite à cette attaque, deux gendarmes touchés (qui étaient en train de prier même) ont fini par rendre l'âme quelques heures après. Cette curieuse attaque d'une ville religieuse comme Tamani, même si elle n'est pas encore revendiquée par un groupe jihadiste, contraste avec ce que ces groupes jihadistes prônent comme mobile de leur guerre asymétrique : l'instauration de l'islam partout. Cela, en raison du fait que cette localité, en plus d'être le village natal du président du Haut Conseil Islamique du Mali, Ousmane Chérif Haidara, vient d'abriter la traditionnelle Ziyara ou pèlerinage de la famille Haidara avec la présence des dizaines de milliers de fidèles musulmans. Que veut-on finalement ?

Au Mali, depuis 2012 nous assistons à des attaques djihadistes à l'encontre des villes dites saintes, dont la pratique de la religion musulmane ne souffre d'aucune ambiguïté. A savoir; les villes de Tombouctou, de Djenné, de Dilly et quelques localités de la région de Nioro. Aujourd'hui, c'est au tour de la ville religieuse de Tamani, fief du Pdt du HCI, Ousmane Chérif Haidara un grand leader spirituel du malékisme (malikya). Aussi curieuse que cela puisse paraître, cette attaque est intervenue à quelques jours seulement de la tenue avec succès du Ziyara organisée par le guide des Ançars. Une pratique vue de mauvais œil par les radicaux de l'Etat islamique. Pour rappel, au Mali, le malékisme (malikiya) demeure pourtant la pratique historique et majoritaire de l'islam dans le pays. Face à la menace de l'islam radical, le camp des malékites animé par le Groupement des leaders spirituels du Mali, dont le Cherif Ousmane Madane Haïdara en est le président actif, s'est toujours opposé à toute forme de violence sous le couvert de l'islam, tel que prôné par le prophète Mohamad (PSL). D'ailleurs, avant même d'être élu à la tête du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), Chérif Ousmane Madane Haïdara a toujours prêché la promotion de l'Islam basé sur la tolérance. Est-ce à cause de cela que la terre qui abrite ses parents fut la cible d'une attaque jihadiste, soldée par des morts d'hommes en uniforme ? Au rythme avec lequel ce phénomène de jihadisme se développe, il n'est pas exclu d'affirmer qu'il a déjà pris les relents de règlement de comptes entre les différentes tendances de la pratique de l'islam. Que Dieu sauve notre pays.

Fatoumata Coulibaly / Source : Le Sursaut

Sondage de Mali Mètre : Neuf personnes sur dix sont satisfaites des forces de défense et de sécurité

L'édition actuelle de Mali Mètre a été réalisée du 13 mars au 04 avril 2022 et a porté sur un échantillon total de 2344 personnes âgées de 18 ans et plus dans le District de Bamako et dans toutes les capitales régionales, y compris Kidal, Ménaka et Taoudénit. La présentation du résultat de ladite enquête a eu lieu le jeudi 19 mai 2022 à l'hôtel Salam, en présence des responsables de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung ainsi que les autorités du Mali.

Connaissance de l'arrivée des forces russes au Mali : l'enquête a révélé que neuf personnes sur dix (93,5 %) sont informées de la présence des forces russes au Mali. En ce qui concerne le niveau de confiance en la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale, plus de neuf personnes enquêtées sur dix ont confiance (70 % beaucoup confiance et 22 % peu confiance) en l'appui de la Russie pour aider le Mali à retrouver son intégrité territoriale.
Connaissance de la présence de la force G5 Sahel : Plus de la moitié des personnes interrogées ont connaissance de la présence de la Force G5 Sahel au Mali. Niveau de satisfaction du travail du G5 Sahel au Mali : près de deux enquêtés (e)s sur trois ayant connaissance de la présence sont insatisfaits(e), (15 % plutôt insatisfaits et 51 % très insatisfaits) du travail du G5 Sahel au Mali.
Pour le niveau de satisfaction des Forces de défense et de sécurité, plus de neuf enquêtés(e)s sur dix sont satisfaits(e), (80 % très satisfaits et 18 % plutôt satisfaits) du travail des Forces de défense et de sécurité
Pour les principaux reproches de défense et de sécurité : la principale critique de la population à l'endroit des Forces de sécurité et de défense est l'insécurité continue, évoquée par 22 % de la population. Elle est suivie de l'inefficacité des Forces de défense (15 %), du manque de professionnalisme (14 %) et de la lenteur dans les opérations (13 %) .
Regard de la population sur les Forces de défense et de sécurité : plus de la moitié des personnes enquêtées (57 %) porte un regard de fierté sur les Forces de défense et de sécurité ; plus du tiers voit en elles les protecteurs de la population.
Entendre parler des réformes dans le domaine de la sécurité : trois personnes sur dix sont informées des réformes en cours dans le domaine de la sécurité au Mali.
Rappelons que les sondages d'opinion permettent d'orienter les décisions politiques et incitent la population à s'impliquer dans la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

Brehima DIALLO / Source : 22 Septembre

Focus : Bamako-Moscou !

Au fil des jours les autorités maliennes et russes ne cessent de poser des actes en vue de renforcer l'axe Bamako-Moscou

Dans ce cadre, une forte délégation gouvernementale malienne vient de séjourner au pays de Poutine. Conduite par Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, cette délégation comprenait les ministres des Transports et des Infrastructures, des Mines, ainsi que celui des Finances.
Devant la presse, le chef de la diplomatie malienne a été on ne peut clair : " Nous sommes là en vue de réaffirmer notre volonté de travailler avec la Russie, pour le renforcement de notre coopération, parce que le Mali n'a rien à cacher en venant à Moscou".
Pour sa part, Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de la Russie, a déclaré que son pays est disposé à accompagner le Mali dans des domaines clés comme la Défense et la Sécurité. " Nous sommes prêts à accorder notre soutien au Mali pour augmenter les capacités de combat des forces armées maliennes", a-t-il précisé.
Et à ce propos le ministre Diop ajoute : Le Mali qui fait actuellement l'objet de campagne de dénigrement " ne permettra à aucun État ni à aucune Institution de lui dire avec qui il doit traiter".
Au terme de cette visite les deux pays ont exploré diverses pistes de leur coopération.
Outre le volet Défense et Sécurité (qui se porte bien) le Mali et la Russie ont posé des jalons dans les domaines de l'agriculture, du commerce, des mines et des hydrocarbures.
C'est dire que malgré les gesticulations et autres pressions émanant d'autres cieux, Bamako et Moscou sont déterminés à poursuivre et à renforcer leur coopération.

C H Sylla / Source : L'Aube

Retrait du Mali du G5-Sahel : Le président en exercice du G5-Sahel, exhorte le gouvernement du Mali à reconsidérer sa position

Dans un communiqué en date du 19/05/2022, le Président du Tchad, Président en exercice du G5 Sahel, le Général Mahamat Idriss Deby Itno déclare que "c'est avec une vive préoccupation qu'il a appris, par le biais d'un communiqué rendu public le 15 mai 2022, la décision du Gouvernement de la République du Mali de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris de la Force conjointe".

"Le Président en exercice du G5 Sahel, tout en prenant en compte les raisons avancées pour justifier cette décision lourde de conséquences pour l'ensemble du G5 Sahel, note avec regret sa prise sans consultations préalables. Il réitère son ferme engagement à tout mettre en œuvre pour préserver l'unité et la cohésion du G5 Sahel, un instrument de coopération irremplaçable en matière de mutualisation d'efforts, des moyens et d'actions de ses États membres, face aux défis de développement et de sécurité", note le communiqué.

"Devant l'expansion du terrorisme qui ne cesse de s'étendre au – delà du Sahel pour toucher les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, sans compter les fléaux sous – jacents comme la circulation illicite des armes et de la drogue ainsi que le développement de la criminalité transnationale auxquels aucun des États sahéliens ne peut faire face seul, le Président en exercice du G5 Sahel exhorte le Gouvernement de la République du Mali à reconsidérer sa position pour permettre aux efforts en cours visant à apporter une solution à ces préoccupations à travers la tenue imminente d'une conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement dans le pays du siège. A cet égard, ajoute le Président Itno, il tiendra informé dans les tous prochains jours le Gouvernement de la République du Mali des résultats de ses consultations en cours avec les autres Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres", poursuit le communiqué.

"Le Président en exercice remercie par avance le Gouvernement de la République du Mali pour sa flexibilité et son aimable compréhension. Il rappelle à cet égard la responsabilité de chacun des États membres dans la préservation et la consolidation de stratégies communes mises en place pour protéger nos populations victimes des attaques barbares, les plongeant dans la désolation, les déplacements forcés et le dénuement total. Dans cette situation, la marche en arrière ne sera pas possible", conclut le texte.

Bréhima DIALLO / Source : 22 Septembre

Le champ d'application
de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2 : Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3 : Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Corruption et délinquance financière : Des généraux sous les verrous !

Les enquêtes sur l'affaire de détournement des fonds de la Loi d'orientation et de programmation militaire viennent de connaître un rebondissement avec l'arrestation de plusieurs militaires dont des généraux.

En effet, la Cour Suprême du Mali a placé sous mandat de dépôt, le mardi 17 mai 2022, trois généraux des Forces armées de défense et de sécurité dans le cadre de l'affaire d'équipements militaires. Il s'agit de : l'ancien ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Général M'Bemba Moussa Kéita. Il fut Chef d'Etat-major Général des Armées du Mali, avant d'être limogé suite aux attaques d'Ogossagou survenues en mars 2019 ; le Général Souleymane Bamba qui a assumé les fonctions de Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air puis celle de Chef d'Etat-major Général adjoint des Armées ; le Général Moustapha Drabo. Jusqu'au coup d'Etat du 20 août 2020, il était le Directeur du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées. Auparavant, le Colonel Abdoul Wahab Touré, le Commandant Adama Kaba, le Lieutenant Tio Konaté et cinq autres personnalités ont été inculpés et incarcérés pour atteinte aux biens publics dans le cadre de l'affaire d'un contrat de fournitures de véhicules au compte du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, selon de sources judiciaires. Aussi, le Colonel Mamourou Togo est placé sous contrôle judiciaire et le Colonel Mohamed Lamine Diakité est recherché, n'ayant pas daigné comparaitre librement.

De quoi s'agit-il ?

C'est un pactole de 1230 milliards de francs CFA qui avait été décaissé pour l'exécution de cette loi. Cependant, c'est un véritable festival qui a été organisé autour de cette colossale somme. Conséquence ? Des enquêtes sont ouvertes sur la gestion de cette Loi d'orientation et de programmation militaire sous l'ancien régime.

Selon un Rapport élaboré en 2018 par le Canada, les Autorités maliennes ont dépensé de manière irrégulière 1,3 milliard $ de ressources publiques entre 2005 et 2017 et 35,5% de ce montant relèverait de la fraude.

Cette corruption endémique a d'ailleurs eu des répercussions sur les performances du pays au plan sécuritaire.

En effet, sous le régime défunt, l'Assemblée Nationale avait adopté, en février 2015, une Loi d'orientation et de programmation militaire. L'adoption de cette Loi devrait permettre d'enclencher le processus de la réforme progressive de l'Armée. Ce programme quinquennal (2015-2019) devrait permettre de mobiliser un fonds spécial de plus de 1000 milliards de francs CFA. Cette Loi prévoyait également la transformation en profondeur de l'Armée en termes de ressources humaines, de formation, d'effectifs et d'équipements militaires modernes, mais aussi d'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel et du commandement.

Cependant, des faits avérés de surfacturation dans la dotation des FAMA de matériels et d'équipements militaires neufs avaient été dénoncés par le Fonds Monétaire International en 2014 et attestés par le Rapport du Vérificateur Général. Sur l'achat des équipements militaires et de l'avion présidentiel, il y a eu aussi de forts soupçons de détournements, de surfacturations et d'escroquerie dans la passation des contrats.

Réseau de spoliation des ressources de l'armée

Ainsi, de l'achat des aéronefs et d'autres matériels et d'équipements militaires, à la formation des pilotes, un vaste réseau de spoliation des ressources dégagées officiellement pour la mise en œuvre de la loi de programmation militaire. C'est un sulfureux dossier impliquant des Généraux, Ministres et proches collaborateurs et parents de l'ancien Chef de l'État qui a été dénoncé. Ce énième scandale avait poussé la principale coalition de l'opposition de l'époque à demander un audit sur l'utilisation des fonds de la loi programmation militaire.

Aussi, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) avait exigé « un audit financier et comptable, dans les plus brefs délais, de l'utilisation des 1230 milliards de francs CFA votés à l'Assemblée Nationale dans le cadre de la loi de programmation militaire. Il exige également une enquête sérieuse sur la livraison, l'état et la disponibilité des équipements militaires ».

Même au plan international, l'utilisation de ces fonds avait suscité des interrogations. Ainsi, dans un Rapport sur l'intégrité dans le secteur de la sécurité et de la défense au Mali, publié en octobre 2019, Transparency International soulignait la nécessité d'instaurer un contrôle. « L'Article 8 du Code des marchés publics permet à certaines acquisitions d'échapper au contrôle du Parlement et des mécanismes d'audit externe. De même, le contrôle de l'éligibilité des achats secrets, hors Budget et la supervision de leur exécution par un organe externe indépendant tel que le Bureau du Vérificateur Général (BVG) ou l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Services publics (ARMDS), s'avère essentiel », affirma l'ONG internationale.

Mohamed Sylla
Source : L'Aube

Le Mali sort avec fracas du G5 Sahel : L'organisation serait-elle morte de sa belle mort ?

Le Mali a annoncé ce dimanche 15 mai son retrait de l'organisation du G5 Sahel, formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger depuis 2014. Le retrait concerne aussi la force anti-djihadiste lancée en 2017. « Le gouvernement du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe » anti-djihadiste, indique ce communiqué. Une conférence des chefs d'États du G5 Sahel prévue en février 2022 à Bamako devait « consacrer le début de la présidence malienne du G5 » mais « près d'un trimestre après le terme indiqué » cette réunion « ne s'est toujours pas tenue », dit ce communiqué. Le G5 Sahel en tant qu'absurdité organisationnelle était déjà mort de sa belle mort. Faut-il applaudir ou blâmer le gouvernement malien pour cette décision ?

En décidant enfin de s'affranchir des griffes néocoloniales du « G5 Sahel », la Transition n'avait pris qu'une décision salutaire pour une frange importante de l'opinion nationale.

Cette décision à la fois responsable, digne et noble a fait la fierté de tous les patriotes qui aspirent à l'indépendance et à la souveraineté. Pour beaucoup d'observateurs la décision des autorités maliennes relève d'un certain pragmatisme et d'un réalisme politique, car cette situation n'a que trop perduré. Les autorités maliennes, en indexant un Etat extrarégional comme étant celui qui manipule le G5 Sahel, cite sans le nommer la France. Il est clairement établi que l'organisation, dès sa création a été la chasse gardée de la France qui en a fait sa force supplétive. Pour beaucoup de maliens, cette décision devait être prise depuis longtemps compte tenu de l'inefficacité de l'organisation et surtout de son manque de réactivité face aux djihadistes de plus en plus visibles et qui venaient presque siroter du thé au nez et à la barbe du G5 Sahel.

Si pour tous les grands analystes de la géopolitique sous régionale le Mali ne pourrait pas quitter l'UEMOA et à la CEDEAO, bien qu'elles soient des organisations marionnettes manipulées depuis l'Elysée, tel n'est pas le cas du G5 Sahel qui est une coquille vide inopérante, bref une structure encombrante. Ses Etats membres piétinent leurs textes fondateurs pour satisfaire les desideratas de l'arrogante et la néocoloniale française.

Le G5 Sahel avait comme mission de : lutter contre le terrorisme, le crime transfrontalier organisé et les trafics d'êtres humains, de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat, à la mise en œuvre des actions du développement commun. Cependant, nonobstant la volonté des Etats du G5 Sahel de parvenir à une coopération sécuritaire accompagnée du développement inclusif de leurs territoires, ils sont confrontés aux défis d'ordre structurel et conjoncturel qui rend difficile la réalisation de cet objectif sans lequel rien ne pourrait être envisagé dans cette zone. En plus, le G5 Sahel est perçu parfois comme une organisation de plus, le fait de limiter le G5 Sahel à ces cinq (5) Etats.

L'absence de certains pays comme l'Algérie qui est une puissance économique et militaire très importante de la région et les Etats membres de la CEDEAO a été un obstacle majeur à l'atteinte des objectifs de l'organisation.

La menace sécuritaire dépasse aujourd'hui les frontières des Etats membres du G5 Sahel, elle concerne tous les Etats de l'Afrique de l'Ouest les incursions terroristes dans les pays de golf de Guinée comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Benin en sont une parfaite illustration.

Notons que la création du G5 Sahel est en grande partie l'œuvre de la France qui pensait pouvoir maintenir sa présence par son grand soutien à ces états sur le plan sécuritaire. Cependant ce pays a eu tout le mal du monde à mobiliser la communauté internationale autour de cette initiative j'en veux pour preuve son incapacité de mobiliser les 400 millions de dollars nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation.

On peut conclure en disant que le G5 Sahel est une organisation morte de sa belle mort avant même que le Mali ne se retire.

Cependant face aux multiples défis dont fait face la région, n'est-il pas nécessaire de créer une organisation de coopération militaire plus inclusive et efficace pour lutter contre le terrorisme au sahel ?

Assitan DIAKITE
Source : L'Alternance

2eme session du comité de pilotage du processus d'élaboration du (PNEV) : Des recommandations fortes soulignées

Les travaux de la 2ème session du Comité de pilotage du processus d'élaboration du Programme national d'éducation aux Valeurs (PNEV) ont été présidés par le ministre de la Refondation, de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maiga. C'était en présence d'une panoplie de hautes personnalités.

Le président du comité d'experts, Pr Adama Samassékou, a fait le tour d'horizon de toutes les actions menées par le comité d'experts. « **Depuis l'atelier qui nous a réuni au mois de janvier 2022, notre comité a été à pied d'œuvre pour s'acquitter correctement de la charge attribuée que nous avions considérée comme une mission sacrée. Nous avons eu des échanges fructueux avec le ministre de la Refondation de l'Etat ainsi qu'avec les membres du comité de suivi. Ces échanges nous ont permis de baliser le travail commun. Nous avions reçu des documents que nous avions cherché à étoffer dans notre recherche documentaire** », a-t-il précisé.

A en croire, le Pr Ibrahim N'diaye, l'objectif général est la reconstruction du citoyen malien, responsable, ressourcé, patriote et respectueux des institutions, travailleur consciencieux, ouvert d'esprit, qui aime la nature et œuvre pour le bien-être de tous, fervent acteur du progrès. L'objectif spécifique étant, l'élaboration d'un programme éducatif et culturel articulé, destiné aux familles, aux éducateurs, aux élèves, aux pouvoirs publics ainsi qu'à toutes les populations des villes et des campagnes afin de les outiller au système des valeurs ciblées.

Le ministre de la Refondation, de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maiga, a l'entame de ses propos, a rappelé que le 1er avril 2022, la présentation du rapport d'étape du comité d'experts fut un moment important pour apprécier hautement la qualité du document produit par le comité d'expert. « **Nous gardons les souvenirs de ce jour qui avait grandement comblé les attentes. Jour où la promesse fut faite de fournir dans un bref délai l'avant-projet de programme national d'éducation aux valeurs (PNEV). Il a salué la mise en évidence de cette valeur cardinale de notre société, celle de la parole donnée. Avec adresse et professionnalisme, le comité d'experts avaient su montrer sa grande expertise. Le rapport d'étape qui était tout simplement d'une haute intelligence et d'une pertinence impressionnante. La poursuite des écoutes et l'exploitation des contributions des différentes personnalités suscitées ont permis de réfléchir à des axes stratégiques d'un plan d'action du programme national d'éducation aux valeurs. Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga a saisi l'opportunité pour adresser ses vives félicitations à l'équipe chargée de la conduite du processus d'élaboration du processus de programme national d'éducation aux valeurs** », a-t-il indiqué.

Pour le ministre Ibrahim Ikassa Maïga, la présentation de l'avant-projet du programme national d'éducation aux valeurs, donnera l'occasion d'apprécier à leurs justes valeurs les efforts immenses consentis par l'équipe du comité d'experts. « **Sans nul doute que cette cérémonie à l'instar de celle relative au rapport d'étape, certains éléments de directives et d'orientations pour améliorer davantage le contenu de l'avant-projet donneront des livrables tel que cela est attendue pour notre bonheur. Aussi, le comité de suivi, fera-t-il des observations et recommandations pertinentes dans le cadre d'une contribution à la qualité du document final. Pour rappel de par la volonté du président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, le document demandé doit servir à orienter, spécifier, planifier à tous les niveaux l'éducation aux valeurs des cibles d'ordre publique, privé, communautaire et même individuel. Le programme doit concerner les enfants en famille et les parents, les élèves, les éducateurs et enseignants, les animateurs sociaux culturels et de jeunesse, les travailleurs, les paysans et artisans, le secteur privé, les nouvelles recrues de la fonction publique, les fonctionnaires dans les domaines de l'administration, les administrateurs et les administrés, tous les citoyens en un mot** », a-t-il cité.

Ibrahim SANOGO

Coups de feu à la Faculté de Droit Public : Le retour des démons de la violence dans l'espace universitaire ?

Des affrontements entre étudiants ont repris lundi à la Faculté du Droit Public, avec en toile de fond des coups de feu. Des coups de feu ont en effet été entendus dans l'enceinte de la Faculté du Droit Public, ex-ENA, ce lundi, jour de la rentrée universitaire correspondant également à la mise en place des responsables de classe et du bureau du comité AEEM. C'est donc lors de la désignation des responsables de classes que la situation aurait dégénéré.

On nous apprend que deux étudiants de la 3ème Année ont fait usage d'armes à feu, créant la panique dans les environs immédiat de la Faculté. Alertés, apprend-on, les éléments du Commissaire Divisionnaire Siaka TRAORÉ se sont transportés sur les lieux, mais les fauteurs de troubles avaient déjà eu le temps de prendre la poudre d'escampette. D'après des sources, il y aurait plus de peur que de mal, l'incident n'ayant occasionné aucune victime. Une enquête serait ouverte pour identifier les tireurs.

Est-ce donc le retour des démons de la violence dans l'espace universitaire de notre pays ? La question se pose et interpelle. En effet, les causes de ces violences sont connues de tous, et des solutions avaient été proposées. Est-ce à dire que les solutions préconisées n'ont pas été mises en œuvre ? C'est un secret de polichinelle que seuls des intérêts financiers, et pas des moindres, sont à la base de ces affrontements entre étudiants.

Pour rappel, selon les acteurs de l'école eux-mêmes, la gestion des parkings universitaires sur la colline de Badalabougou par l'AEEM générait entre 400 000FCFA et 500 000FCFA par jour. Il avait été demandé de dessaisir l'AEEM de la gestion des parkings. Cela a-t-il été fait ? Pire encore, deux conventions existaient entre l'AEEM et le Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU) dans lesquelles 22 lits étaient attribués à l'AEEM pour chaque lit cédé à 15 000 FCFA par an. Et sur le restant des lits gérés par le CENOU, l'AEEM percevait encore 10% des ressources générées à ce niveau. Par rapport à la vente des cartes CENOU, l'AEEM percevait aussi 10% sur chaque carte vendue à un étudiant.

Autant de raisons qui avaient fait que l'AEEM s'est montrée plus forte que l'Etat, avec un pouvoir qui donne des maux de tête. Des informations corroborées par un rapport du CENOU qui avait étonné plus d'un, et qui faisait ressortir les ristournes versées à l'AEEM durant les années : 2015 à 2016, sur la gestion des résidences, l'AEEM a eu 1 835 000 FCFA et 24 850 000 FCFA sur les cartes CENOU. De 2016 à 2017, sur la gestion des résidences, elle a carotté 1 916 500 FCFA et 30 438 000FCFA sur les cartes CENOU ; de 2017 à 2018, sur la gestion des résidences, l'AEEM a reçu 1 933 500 FCFA et 30 998 500FCFA sur les cartes CENOU, soit un total de 61 563 000FCFA.

Il reste évident que si ces intérêts existent encore pour l'AEEM, l'Etat aura alors failli à ses responsabilités et les violences dans l'espace universitaire vont reprendre des plus belles.

Yama DIALLO

SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- Nettoyage et protection des meubles en cuir
- Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

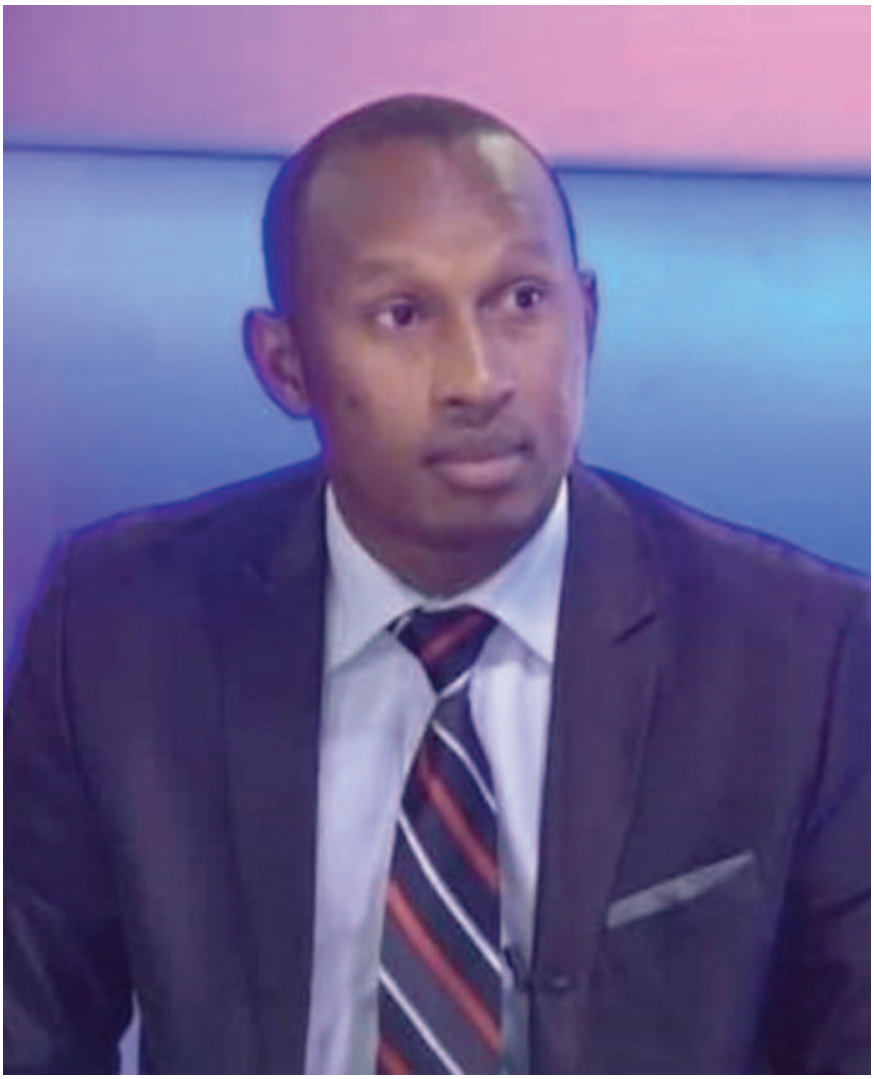
Nouhoum Sarr sur le retrait du Mali du G5 Sahel sur RV5 Monde Afrique : « Le gouvernement du Mali a assumé sa responsabilité... »

Le Mali a annoncé, le dimanche 15 mai dernier, son retrait de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris sa Force Conjointe suite à sa violation d'une décision prise par l'institution, notamment ses textes de base. A cet effet, l'honorable Nouhoum Sarr du CNT s'est prononcé sur cette décision des Autorités de la Transition le lundi 16 mai dernier au ''Journal Afrique'' de TV5 Monde Afrique. Sur ce plateau, l'Honorable Sarr a indiqué que le Gouvernement de la Transition a assumé sa responsabilité de faire respecter les principes qui prédestinent le bon fonctionnement du G5 Sahel.

C'est sur le plateau du Journal Télévisé de 20h de l'ORTM, que le Porte-Parole du Gouvernement de la Transition, le Colonel Abdoulaye Maïga a fait part à la Nation, le retrait du Mali de toutes les Instances du G5 Sahel ainsi que sa Force Conjointe. Au lendemain de cette annonce soit le lundi 16 mai, Nouhoum Sarr, membre du Conseil National de Transition s'est exprimé sur le même sujet sur TV5 Monde Afrique. En guise de propos introductif, il a affirmé que le Gouvernement du Mali a assumé sa responsabilité de faire respecter les principes qui régissent le bon fonctionnement de cette organisation.

A ses dires, tout à commencer lorsque certains Etats membres de G5 Sahel ont manifesté une certaine volonté d'aliéner notre pays et de l'empêcher d'exercer son droit d'être à la présidence de ladite organisation. « Aussi, bien avant aujourd'hui, nous faisons partie de ceux qui avaient dénoncé cette organisation, fortement instrumentalisée par l'ex puissance coloniale, la France... », a-t-il dit sans langue de bois.

Parlant de l'intérêt du Mali suite à son retrait du G5 Sahel, M. Sarr a souligné que le pays s'est engagé depuis un certain temps a assuré seul la défense de son territoire et qu'on n'a pas mis sur la table un intérêt particulier, mais que le Mali a juste insisté à ce que les règles qui président le fonctionnement de l'Institution soient respectées. « Quand on est membre d'une organisation et que les membres ne veulent pas respecter les règles, on n'a rien à foutre dans cette organisation ». En disant cela, l'homme politique s'est référé sur les nombreuses correspondances des Autorités de la Transition adressées au président en exercice du G5 Sahel (Président du Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno) concernant la non tenue de



la 8ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat, qui devrait avoir lieu à Bamako depuis février 2022. Et cela toujours sans suite. Aussi, que les autorités françaises, depuis un certain temps, cherchent à tout faire pour renverser le régime de la Transition qui a placé aujourd'hui notre pays sur la voie de l'Indépendance, de la liberté nationale et du respect de la dignité des peuples africains. L'instrumentalisation de la France, soutient-il, n'a pas commencé par le G5 Sahel, c'est la CEDEAO, c'est l'UEMOA et quelques fois l'Union Africaine (L'UE).

Par Mariam Sissoko
Source : Le Sursaut

Colonel Abdoulaye Maïga : « Ce sont les terroristes qui méritent des sanctions, pas nous ! »

Retour de l'administration, réorganisation du territoriale national, l'état civil, amélioration des conditions de vie des populations à travers les collectivités, sécurisation des frontières... ce sont là, entre autres, sujets abordés par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, lors de son passage à l'émission radio-télévisée Malikura Taasira.

ORTM : Le retour de l'administration sur toute l'étendue du territoire notamment dans les zones affectées par la crise est un véritable challenge pour le Gouvernement de Transition, quelles sont les mesures prises par votre département pour un retour effectif de l'administration dans le contexte actuel ?

Col. Abdoulaye Maïga : En évoquant le retour de l'Administration, on s'intéresse inévitablement au contexte et aux raisons qui ont entraîné son départ.

Le 1 élément, c'est le traumatisme collectif vécu par le Mali. Sans prétention aucune de défier les historiens, je pense que la plus grande surprise stratégique du Mali contemporain, a été le contrôle de 70% de notre territoire national par des groupes terroristes appuyés par des groupes séparatistes, en 2012. Une surprise stratégique qui a engendré un énorme choc et un quasi-ébranlement des piliers de l'Etat. En plus du contrôle, ces groupes ont également administré avec des règles en totale contradiction avec les principes et valeurs républicaines que le MATD promeut.

Le second élément digne d'intérêt, il faudrait le dire en toute franchise, c'est la désaffection d'une partie de notre population pour l'État à faciliter le départ de l'Administration, de façon générale. À tort où à raison, certains estiment que l'Etat ne satisfait pas leurs besoins de développement, et ont été tenté par d'autres modèles antirépublicains, liberticides et criminels.

Forcément, nous ne voulons pas d'un retour dans les mêmes formes et nature que ce qu'il y avait. Conformément à la vision du Chef de l'Etat, la satisfaction des préoccupations des maliens doit être au cœur de l'action de l'Etat. Conformément à cette vision, j'ai instruit à l'ensemble des représentants de l'Etat de reconquérir "les cœurs et les esprits des maliens". (Première mesure).

2ème mesure : grâce à nos plus hautes autorités, en collaboration avec le MDAC, nous avons redéployé les membres du corps préfectoral civils dans des zones relativement plus sécurisées pour les remplacer par du personnel militaire qui ont ainsi l'obligation d'assurer la présence de l'Etat, y compris en étant dans des camps FAMA, lorsque les infrastruc-

tures ont été détruites par les terroristes ou lorsque la situation sécuritaire ne leur permet pas d'occuper leurs bureaux.
Avant de les déployer, ils suivront un programme de formation rapide sur le travail des préfets et sous-préfets.
Grâce à ces mesures et surtout une volonté politique :
Aujourd'hui :
• tous les postes de gouverneurs sont pourvus;
• seul un poste de préfet est vacant (soit 99% d'occupation) ;
• soixante-six (66) postes de sous-préfets, sur un nombre total de trois cent trente postes (330), demeurent vacants (soit 80% d'occupation).
L'effectivité sera assurée par une adoption de nos propositions de mesures individuelles qui sont dans le circuit d'approbation.
Ensuite, nous avons arrêté une clé de répartition d'éléments des forces de sécurité qui devront assurer la sécurité des représentants de l'Etat, en collaboration avec le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile.
Des actions sont également en cours auprès des autres départements ministériels pour que le retour de l'Administration s'accompagne d'un mouvement similaire des services sociaux.
Dans le cadre de ce retour, l'amélioration des conditions de travail et de vie des représentants de l'Etat sera une priorité. Dans nos perspectives, nous voudrions proposer une loi de programmation pour les représentants de l'Etat, en outre, grâce à l'AGEFAU, il est prévu de moderniser le réseau de communication de la représentation de l'Etat en y déployant un système de communication sécurisé et qui permet la connexion internet et la géolocalisation.

Monsieur Ministre, le processus de la réorganisation territoriale est un chantier important parmi les réformes politiques et institutionnelles conduites par votre département, qu'en est-il aujourd'hui ?

Je voudrais rappeler qu'avec l'adoption de la loi n°2012-017 du 02 Mars 2012 portant création de circonscriptions administratives en République du Mali, nous sommes passés de 8 à 19 régions administratives. Dans cette loi, il a été prévu une opérationnalisation des nouvelles régions sur 5 ans, c'est à dire déterminer les circonscriptions administratives, et les collectivités territoriales. En principe, l'activité aurait du se terminer en 2017, ce qui n'est toujours pas le cas.
Aujourd'hui, après un processus très inclusif et une série de concertation et de restitution, nous avons finalisé le processus de réorganisation administrative, les avant-projets de loi concernant les circonscriptions administratives et les collectivités territoriales sont dans le circuit d'approbation.
Cette activité revêt une importante capitale pour nous en termes de symbole. La 1ère conséquence visible est la caducité de notre carte administrative qui affiche toujours les 8 régions administratives.
En plus de la réorganisation administrative, nous avons procédé à la relecture de plusieurs lois à savoir :
1. Le code des collectivités territoriales
2. La loi déterminant les conditions de la libre administration des CT
3. La loi portant statut particulier de Bamako
4. Les textes relatifs aux conditions de nomination des représentants de l'État dans le District de Bamako.
En tout et pour tout, nous avons 6 avant-projets de loi qui sont dans le circuit d'approbation gouvernementale.
Grâce à cette intense activité :
Nous avons proposé que :
1. Bamako soit une collectivité unique (avantage financier) les délégations du District (amélioration de la Gouvernance et la qualité des services rendus aux populations)
2. La transformation des communes en arrondissement.
3. Le rééquilibrage des rapports entre le représentant de l'Etat et les élus des CT. Renforcement des attributions du représentant de l'Etat qui sera garant de l'ordre public et disposera du pouvoir d'annuler les actes des élus ou de surseoir à leur exécution. Ceci a l'avantage de remettre le représentant de l'État au cœur de l'État et d'avoir une Décentralisation plus performante et saine.
4. Le rétablissement du dispositif de délégations spéciales pour mettre fin au dispositif existant des Autorités Intérimaires.
5. La suppression de la collectivité cercle pour maîtriser les dépenses liées à l'augmentation de régions.

La question de l'Etat civil constitue une préoccupation majeure pour les citoyens maliens, sous votre impulsion quelles sont les actions menées pour faciliter l'obtention des fiches descriptives individuelles ?

Je voudrais souligner que le NINA a plusieurs avantages, il permet de réduire la fraude documentaire. Il y a quelques années, l'obtention du passeport malien était presque qu'un jeu d'enfant. Aujourd'hui, grâce au NINA l'obtention du passeport est mieux sécurisée.
Grâce à de nouvelles dynamiques et pour mutualiser les ressources financières de l'Etat, nous avons suspendu la production de carte NINA au profit de la carte d'identité biométrique, qui servira également de carte d'électeurs.
Aujourd'hui, la fiche individuelle descriptive est suffisante pour effectuer les formalités administratives.
Nous avons également remarqué que des individus malfaisants ont pris l'habitude de proposer l'enrôlement au RAVEC et l'octroi de la fiche individuelle aux usagers contre paiement d'une somme d'argent. Je souligne ici la gratuité de toutes les opérations liées au RAVEC.
Pour lutter contre ces pratiques malsaines, en collaboration avec le Ministère de la Sécurité, nous avons délocalisé les Cellules techniques d'accueil citoyen (CTAC) dans les commissariats de police pour éviter les tracasseries et les cas de corruption pour un document qui est totalement gratuit. J'invite tous les usagers à dénoncer auprès du personnel du commissariat toute personne qui tenterait de monnayer l'obtention de la fiche individuelle descriptive.
En vue d'enrôler le maximum de maliens, les valises lourdes d'enrôlement ont été remplacées par des tablettes plus légères et qui augmentent la mobilité des agents d'enrôlement.
Pour nos compatriotes, majoritairement les maliens établis à l'étranger ayant des problèmes de correction sur leur date de naissance, une commission a été mise en place pour trouver une solution sociale et pour des raisons humanistes à ce problème. D'ores et déjà, les dossiers ont été déposés dans plusieurs MDC et le Ministère de la Justice mettra en œuvre une solution juridique pour rectifier les dates de naissance de nos compatriotes concernés. Une fois la rectification effectuée par la justice, le CTDEC intégrera les nouvelles

données.
Aussi, d'autres CTAC ont été créées dans les cercles et arrondissements. A ce jour, quarante-trois (43) Cellules techniques d'accueil citoyen ont été installées et vingt-trois (23) sont encours d'installation.

Dans le domaine de la Décentralisation et l'amélioration de la gouvernance locale, Que pouvons-nous retenir des actions visant l'amélioration des conditions de vie des populations à travers les collectivités ?

La Décentralisation constitue le second pilier du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, à côté de la représentation de l'Etat, les collectivités territoriales ont également été affectées par l'insécurité.
Malgré les défis, l'Etat a maintenu sa contribution financière dans le Fonds national d'appui aux Collectivités territoriales géré par l'Agence nationale d'investissement des Collectivités territoriales (ANICT).
Les acquis engrangés par le Gouvernement de Transition sont notamment :
-la réalisation de 223 infrastructures de santé (CSCOM, dispensaires, maternités, mobiliers sanitaires, logements pour personnel de santé) pour un financement de 3 277 050 872FCFA ;
-la réalisation de 856 infrastructures scolaires (salle de classe, bloc de direction, mobiliers scolaires et logement d'enseignant) pour un financement de 10 303 273 909 FCFA ;
-la réalisation de 277 projets dans le secteur de l'eau (adduction d'eau, forage, puits moderne puits pastoral) pour un financement de 3 635 070 421 FCFA ;
-la réalisation de 316 infrastructures et équipements (bâtiment administratif, matériel et mobilier de bureau, aménagement marchés et boutiques, piste rurale, ponceaux et radiers) pour un financement de 4 480 782 696 FCFA.
Ces efforts de l'État au profit des populations sont complétés par les projets et programmes suivants :
-le Projet Sécurité et Développement au nord et au Centre du Mali (SDNM)
-le Projet de Déploiement des Ressources de l'État pour l'Amélioration des Services (PDREAS),
-le Projet de Renforcement des Capacités des Conseils Régionaux en Matière de Développement Économique et Régional, pour un coût total de deux milliards huit cent trente-sept millions neuf cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt-douze francs CFA (2 837 946 792), pour la réalisation d'aires de stationnement de véhicules à Diéma et Kayes), pour l'aménagement du parc à bétail à Drall (Kati) et à Koulikoro, ainsi que pour l'aménagement d'aires d'abattage et la construction de boucheries à Mopti.
Il faut également signaler que dans le cadre de la gestion des ressources propres des collectivités, donc de la bonne gouvernance, 250 communes, dotées de logiciel de gestion budgétaire et comptable (ReCoDe) par l'ANICT, ont bénéficié d'une installation réseau au niveau du conseil communal et 86 nouvelles communes ont bénéficié dudit logiciel pour l'amélioration de la gestion de leurs ressources financières.

Votre département a créé récemment trois centres de perfectionnement préfectoraux dans les régions, de quoi s'agit-il ?

Les Centres de Perfectionnement des Collectivités sont des établissements publics à caractère scientifique, technologique et culturel. Ils ont été créés dans les Régions de Gao, San et Nioro. Ils ont pour missions d'assurer une formation continue aux Représentants de l'Etat et aux cadres du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de réaliser des programmes d'études. A ce titre, ils sont chargés de :

- Organiser des stages d'imprégnation aux Représentants de l'Etat nouvellement nommés ;
- Renforcer les capacités des Représentants de l'Etat dans les domaines de l'exercice de la tutelle et de la Gouvernance ;
- Assurer l'immersion et la formation continue des Représentants de l'Etat, des fonctionnaires et agents contractuels appelés à servir dans les Régions ;
- Contribuer à l'inventaire et à la diffusion des us et coutumes des différents territoires des circonscriptions administratives ;
- Contribuer à valoriser les diversités culturelles du Mali ;
- Participer aux renforcements des réflexions sur la réorganisation administrative ;
- Participer aux études et recherches sur les réformes et modernisation de l'administration;
- Participer aux études et recherches en matière de développement local.

La création de ces Centres vise à renforcer de façon continue la capacité des Représentants de l'État en tenant compte des spécificités de chaque milieu pour mieux répondre aux attentes des populations.

La sécurisation des frontières est également une préoccupation du Gouvernement, quels sont les défis et les perspectives dans ce domaine ?

Je voudrais ici rappeler qu'à l'exception de la RDC, le Mali est le pays africain qui a le plus de frontières : 7 avec de grandes distances soit 7561 km environ.

La problématique posée ici est celle de la stabilisation des espaces frontaliers de notre pays et le maintien d'un climat de paix et de bon voisinage à nos frontières.

La grande fragilité des zones frontalières, voire des frontières, au plan sécuritaire constitue une préoccupation du Gouvernement de Transition. Au regard de l'ampleur de la question, le Gouvernement de Transition fait de la mise en œuvre de la Politique nationale des frontières une priorité nationale.

En plus des actions classiques de bornage des frontières, de la promotion de la coopération transfrontalière, de réalisation d'équipements sociaux de base,

Nous avons posé le diagnostic que la surveillance et la garde des frontières manquaient à notre dispositif de sécurité. La porosité structurelle de nos frontières constitue une cause d'insécurité qui permet aux groupes terroristes, criminels d'entrer sur notre territoire aisément. Pour ce faire, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a proposé de mettre en place un dispositif de surveillance et de garde des frontières, dont les travaux sont en cours en rapport avec le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile et le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants ainsi que d'autres structures. Une fois ces travaux techniques terminés, nous allons soumettre à nos plus hautes autorités la proposition de création d'une direction des gardes frontières, qui sera, notre mur de clôture et réduira la porosité.

Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, c'est également un défi important, surtout en ce moment crucial où le Mali subit les sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO ?

Donner la bonne information en particulier dans le contexte des sanctions illégales prises contre notre pays devient un impératif pour le Gouvernement, au nom de la recevabilité pour notre peuple et face à la désinformation et l'intoxication.

Je voudrais ici rappeler que la mission originelle de ces Organisations est de promouvoir l'intégration : faire de notre région un espace commun de développement au profit des populations.

En prenant ces sanctions contre le Mali, je pense que ces organisations se sont trompées de combat, après une absence de réponses opérationnelles sur le plan militaire contre les groupes terroristes, malgré l'existence de la Force en attente de la CEDEAO. Aussi, en ignorant les liens séculaires de solidarité qui unissent nos peuples.

Aussi, il est impératif que ces différentes organisations changent de mode opératoire : les changements anticonstitutionnels qu'elles sanctionnent sont des conséquences. On ne peut pas fournir toute cette énergie en occultant les causes qui conduisent à ces changements anticonstitutionnels, notamment la mauvaise gouvernance endémique etc...

Le sort qui a été réservé au Mali est réellement déplorable : dès le début de la crise sécuritaire, on aurait bien voulu bénéficier de la solidarité pour lutter contre les groupes terroristes, après une décennie de crise avec ses conséquences désastreuses sur le plan humanitaire et du développement, c'est troublant de ne proposer que des sanctions contre un peuple qui cherche sa voie. Aujourd'hui, la montée en puissance des FAMA illustre justement cette volonté. Ce sont les terroristes qui méritent des sanctions, pas nous.

Monsieur le Ministre, nous sommes à la fin de notre entretien, votre dernier mot?

Avant de terminer, je profite de cette occasion pour féliciter l'ensemble de mes collaborateurs, engranger autant de résultats nécessitent un travail d'équipe et un profond engagement.

Prier pour le repos de l'âme des victimes de l'insécurité, souhaiter un prompt rétablissement aux blessés. Réitérer notre pensée profonde pour 2 représentants de l'Etat otages des groupes terroristes, en leur donnant les assurances qu'aucun effort n'est ménagé par nos plus hautes autorités pour les libérer.

Souhaiter l'union sacrée de tous les maliens, la cohésion nationale est fondamentale pour la Refondation du Mali. Le traumatisme de la perte de 70% de notre territoire national doit rester graver dans nos mémoires. Nous devrons tout faire pour que ni nous ni les générations futures ne revivent cela, en nous attaquant aux causes multiples qui nous ont conduites à ce désastre. Telle est l'objectif de la Transition.

Le dernier mot, que Dieu préserve le Mali.

Source : L'Aube

Pour des élections apaisées : L'UNITAR renforce la capacité des forces de sécurité

Le rôle des Forces de sécurité dans le processus électoral est au centre d'une série de formation qui a débutée, ce lundi 23 mai 2022, à la Direction Régionale de la Police de Ségou. La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le Colonel Youssouf Oumar Cissé, Commandant de la deuxième Région militaire, en présence du Directeur Régional de la Police de Ségou, le Commissaire Divisionnaire Abdoulaye Coulibaly, de la coordinatrice de la formation, le Commissaire Divisionnaire Aissata Touré et de plusieurs autres personnalités.

Une vingtaine de participants venant de la Police, de la Gendarmerie, de la Garde Nationales et de la Protection Civile prennent part à cet atelier organisé par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR). L'objectif de cet atelier, qui est une série de formations dans presque dix (10) régions du Mali, plus le District de Bamako, est de renforcer les capacités des participants en matière de techniques de sécurisation du processus électoral avant, pendant et après les scrutins.

L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche offre des services de formation et d'apprentissage aux fonctionnaires nationaux et locaux des États membres de l'ONU et de la société civile des représentants du monde entier. L'UNITAR s'efforce de répondre à la demande croissante des Etats membres de l'ONU, en particulier les pays les moins développés, pour le renforcement des capacités dans les domaines thématiques.

L'UNITAR aide aussi les gouvernements à comprendre le changement climatique, les produits chimiques et la gestion des déchets, et l'économie verte. L'Institut assiste également les ministères des Finances par le biais de ses cours sur la gestion de la dette publique, les finances et le commerce, et il offre aux fonctionnaires une formation en Maintien de la paix et la prévention des conflits. Depuis 2003, l'UNITAR propose aussi des cours pour aider les dirigeants municipaux et régionaux à faire face à des politiques publiques. Les activités de recherche de l'UNITAR se concentrent sur systèmes de connaissances et leurs applications pratiques.

En octobre dernier, l'UNITAR accompagnait le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dans l'organisation d'un colloque à l'intention des chefs de juridiction et de parquet du Mali, les organisations de la société civile, les acteurs électoraux autour d'une thématique forte : le rôle de la justice dans l'organisation des élections, des élections libres, transparentes, sincères étant perçues être à même de recréer le climat de confiance indispensable entre l'élite politique et les populations.

La normalisation de la situation politique passant nécessairement par la tenue d'élections crédibles, il y a lieu de faire l'état des lieux en matière de contentieux électoral, mais aussi de réfléchir et d'échanger sur les bonnes pratiques devant permettre des élections paisibles et transparentes afin de doter notre pays d'institutions légitimement fortes pour être à la hauteur des défis complexes et multiples auxquels il fait face.

Ce qui passe aussi par la sécurisation de tout le processus électoral, d'où l'importance de cette formation en cours au profit des forces de sécurité du Mali.

Yama DIALLO

Livre : Contre vents et marées

La sociologue et romancière tchadienne, Zeneba Dinguest a présenté son 2e livre : "Contre vents et marées", le vendredi dernier dans les locaux de Figuira Editions.

"Contre vents et marées", est un roman de 141 pages de Dinguest Zeneba édité par Figuira Editions dans la collection des grandes voix d'Afrique.

Cet ouvrage est inspiré de la réalité sociale du Tchad. Il se lit facilement car écrit dans un français simple, avec comme style le dialogue et la narration. Il traite des questions d'amour, d'humanisme et surtout de la stigmatisation des personnes infectées par le VIH /Sida au sein de la société tchadienne. « Dans ce roman, je parle de l'histoire d'une jeune fille, Halima, qui a été adoptée au village par sa tante maternelle pour la ville. Cette tante qui lui a promis de l'inscrire elle aussi à l'école pour qu'elle puisse se construire un avenir ensoleillé. Une fois en ville, les choses ne se passent pas comme prévues. Et Halima se retrouve dans la rue et fait la connaissance de personnes pas très recommandables. Elle passe par le célèbre marché Mokolo où elle se prostitue et finit par contracter le VIH/Sida», raconte Zenaba Dinguest.

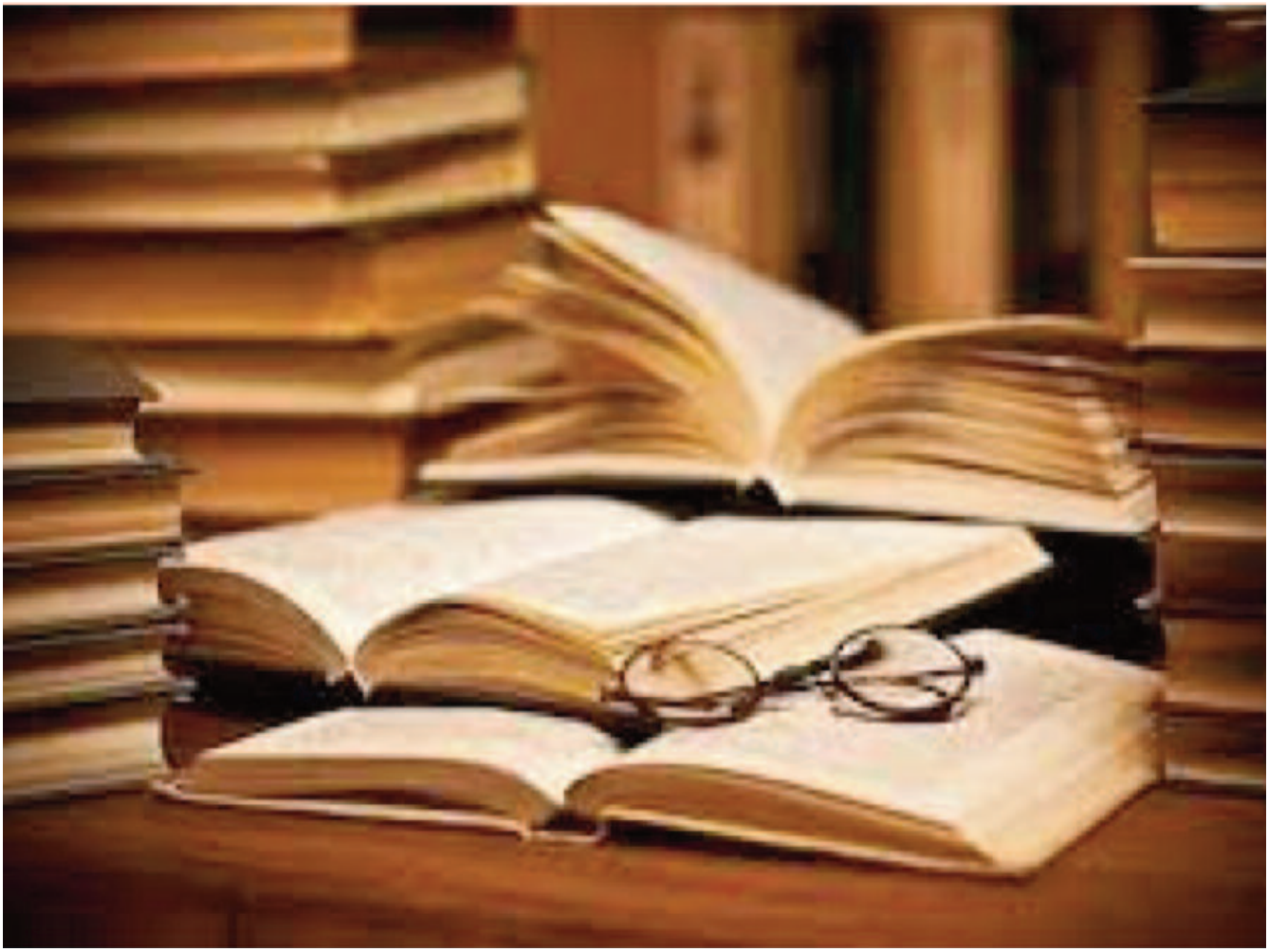
Mais avec le temps, a-t-elle poursuivi, elle a eu la chance d'avoir un médecin traitant très humain, très humaniste, ce médecin nommé Kelan dans le roman, non seulement avait pris soin de Halima, mais la conseillait également régulièrement, de ne pas lâcher prise et à prendre ses médicaments, ajoute l'auteure.

Par le temps, elle finit par avoir un mari Ben avec qui elle a eu un enfant et en adopté un autre dans un orphelinat. Le malheur ou le hasard de la vie a fait qu'ils se retrouvent dans un quartier où les gens aimaient les commérages de sorte que même son fils qui n'avait pas demandé à naître d'une mère séropositive n'en était pas épargné. Mais par la suite, Halima avait décidé de créer un centre d'écoute et de réinsertion des personnes infectées afin d'aider les personnes comme elle. Ce centre devient une référence en fin de compte car elle bénéficiait de financement et voyageait partout dans le monde, rapporte l'auteure.

Le choix du titre de ce roman n'est pas anodin. Pour Zeneba, quand on essaie de voir tout ce que Halima a vécu comme péripétie de la vie, on se rend compte que contre vents et marées, elle a réussi d'où le choix du titre.

Zeneba Dinguest est titulaire d'une maîtrise en sociologie de développement et auteur de deux livres à savoir « Hourrya » édité en 2018 et "Contre vents et marées".

Aminata Agaly Yattara
Contre vents et marées, Roman. 141 pages, Ed. Figuira Editions 2021
Source : Mali Tribune



Guinée : Lancement à Conakry d'une série de missions de contrôle de conformité Environnementale et sociale ce vendredi 20 Mai 2022 sur instruction de Madame la ministre Louopou LAMAH

Organisée par le Département, une série de contrôles de conformité environnementale et sociale a été lancée ce vendredi à Conakry.

Cette série de missions a été conduite par le chef de cabinet Dr Karim SAMOURA, représentant de l'Autorité supérieure du Département. Elle s'inscrit dans le cadre de contrôles de conformité environnementale et sociale des différents établissements et installations de grand Conakry y compris l'état de payement des taxes et redevances au ministère de l'environnement et du Développement Durable.

Au total, 300 établissements ont été répertoriés par le Département, mais très peu d'entre ceux- ci respectent les principes de fonctionnement légal apprend-on.

Certes, c'est pour toucher du doigt ces insuffisances pareilles que le Département prévoit ces visites de travail en vue de les corriger sur le terrain.

Dès après le lancement, ce vendredi la mission Ministérielle a visité successivement trois établissements notamment l'Usine de production de boissons, BONAGUI, celle de KKT Royal SWEETS SARL, spécialisée dans la fabrication de Bonbon mainte et de savon , toutes situées à Matoto.

La visite a permis à la délégation de relever des dysfonctionnements face auxquels, les responsables des établissements visités ont promis de se conformer et corriger en prenant en compte les exigences de la mission dans un délai raisonnable.

S'exprimant au micro de l'équipe de médias le chef de cabinet Karim SAMOURA, a déclaré en en ces termes »' je suis désolé du manque de respect des réglementations nationales par certaines entreprises.

<< Il y'a une première catégorie d'entreprise de taille moyenne qui est complètement en non conformité aussi bien en terme de possession de certificat de conformité environnementale et sociale qu'en matière de gestion environnementale des sites. Sur d'autres sites, des multinationales fonctionnent en conformité avec les exigences de leur maison mère mais n'ont aucune connaissance de la réglementation nationale, ne s'y conforment pas et pensent qu'ils sont en règle. Nous avons d'autres au niveau desquels nous avons constaté un effort énorme de respect de la réglementation nationale et de l'existence de tous les permis nécessaires, mais des renouvellements en cours pour lesquels nous avons expliqué la procédure >>, a indiqué Dr Karim Samoura.

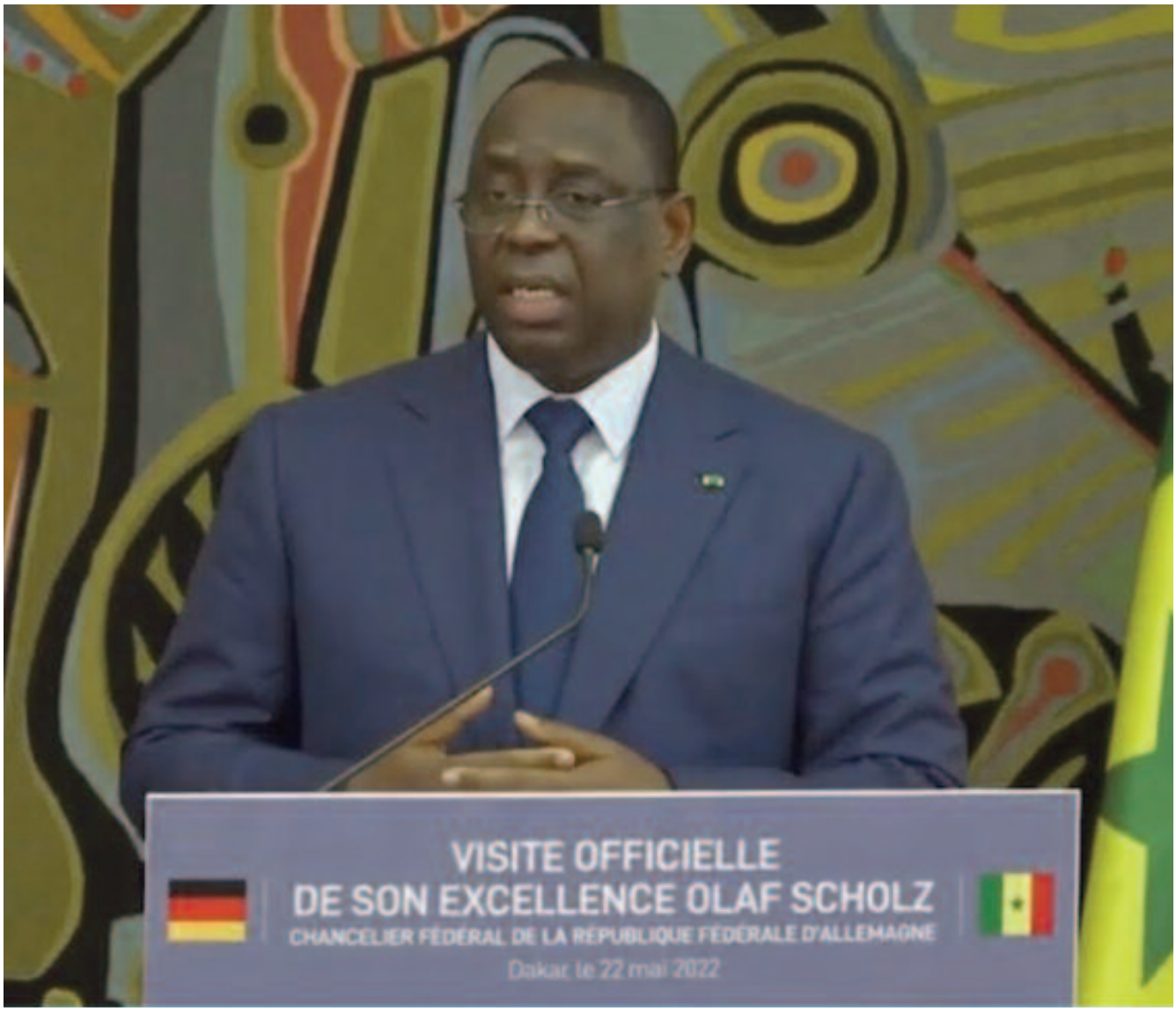
Invités à se conformer à la réglementation nationale en matière de l'environnement, ces entreprises ont rassuré de leur volonté de se soumettre aux procédures et nouvelles orientations du ministère.

Le chef de Cabinet a pour sa part lancé un message clair, celui du changement amorcé par le CNRD et les autorités gouvernementales. Pour lui, le changement prôné permet aujourd'hui au ministère de l'environnement d'aller partout où cela se doit pour faire son contrôle. << Nous allons consolider nos textes réglementaires, donner plus de force à nos agents... nous avons l'intention d'en profiter pour amener toutes les entreprises quelles qu'elles soient à être conformes ou à assumer ses responsabilités s'il y a non-conformité>>, a-t-il martelé.

A rappeler que la prochaine étape de ladite série de missions sur le grand Conakry se poursuivra la semaine prochaine.

Source : GuinéeNews

L'Afrique face à la guerre en Ukraine / Macky Sall : « Elle a une position assumée, bâtie sur ses opinions et son analyse lucide du conflit »



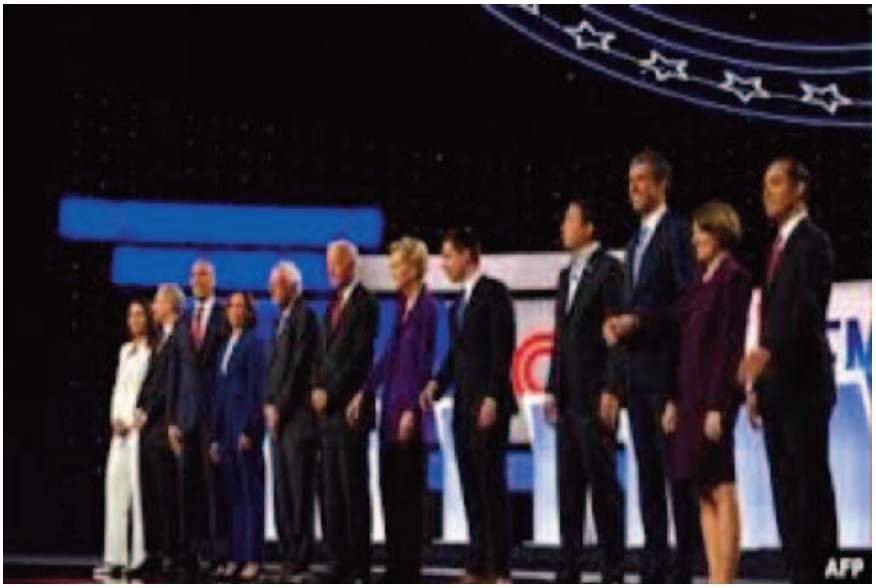
La guerre en Ukraine a été aussi abordée par le chef de l'État Macky Sall et Son Excellence le chancelier allemand Olaf Scholz qui a entamé ce dimanche sa tournée africaine aux allures partenariales. Au cours du point de presse conjoint, le président Macky Sall est revenu sur la question de la guerre en Ukraine qui ne laisse décidément pas certains pays indifférents.

Sur la position du Sénégal, le président Macky Sall l'a bien assumée. Selon lui, c'est une position plus que cohérente depuis le début de la crise. Pour l'Afrique, Macky Sall reconnaît et comprend les positions tranchées des différents pays : « Il faut se poser la question de savoir, pourquoi notre continent a une position diversifiée. Il faut savoir que c'est un conflit qui n'est pas régional, même s'il nous affecte. Mais nous voulons la paix. Notre continent ne veut pas être aligné sur ce conflit. Cependant, nous travaillons pour qu'il y ait une désescalade », a signifié le président Macky Sall devant le chancelier.

En réalité, dans cette analyse, le chef de l'État par ailleurs, président en exercice de l'Union Africaine rappelle que l'Africain a aussi, des difficultés dans lesquelles elle veut voir ses partenaires intervenir pour la soutenir. Ce qui n'enlève en rien la nécessité pour l'Afrique, de mener des démarches dans le cadre de la recherche de paix et de stabilité en Ukraine pour l'intérêt du monde.

Source : Dakaractu

Les démocrates américains : Faux universalistes !



Depuis belle lurette, une certaine littérature - renforcée par une machine de guerre médiatique - s'évertue à peindre en rose les partis de gauche occidentaux. De fait, il n'est pas douteux que les africains, par exemple, ont plus de sympathie - en tous cas moins de ressentiments - pour le parti socialiste français que l'ex UMP (devenu LR). Il en est ainsi car, le nationalisme de la droite occidentale confine souvent à la xénophobie ou au racisme ; au lieu que les partis de gauche prônent officiellement l'universalisme et les droits de l'homme. Là où un François Mitterrand prêchait la démocratie - jusqu'à l'imposer -, Chirac la considérait comme « un luxe » pour les africains. Là où un Nicolas Sarkozy fut critiqué pour avoir affirmé que « l'homme africain n'est pas encore suffisamment entré dans l'histoire », un François Hollande était célébré au Mali en 2013 pour son intervention contre les terroristes. Autrement dit le mépris des uns semble justifier la préférence des autres. Il en est de même aux États-Unis où, le discours officiel des démocrates - supposés moins américano-centristes - les rend a priori plus appréciables.

Toutefois, la crise libyenne et la guerre en cours en Ukraine, entre autres, contribuent largement à relativiser de telles affirmations. Disons-le clairement, lorsqu'il s'agit d'intérêts, les démocrates américains ne sont pas mieux, font pire que les républicains. Car, même critiquables ceux-ci n'avancent pas masqués ; au lieu que la fourberie semble la caractéristique des démocrates.

En 2011, lorsqu'éclatait le conflit en Libye, l'ancien président nigérien Mahamadou Issoufou mettait la coalition occidentale en garde sur les conséquences pour le Sahel. Voulant, probablement, jouer sur leur proximité idéologique socialiste, Issoufou interpella Barack Obama sur le désordre qu'occasionnerait la chute de Khadafi, pour son pays et la sous-région. « We must finish the djob », lui répondit Obama. En d'autres mots : « Nous irons jusqu'au bout ». Conséquence : chaos en Libye, terrorisme et séparatisme au Sahel. Le 44e président, démocrate, des États-Unis confessera plus tard que l'intervention en Libye a été sa « pire erreur ». L'objectif - on le saura plus tard - était moins de venir en aide aux populations contre Khadafi, que de nuire à celui-ci pour contrecarrer son projet de monnaie africaine et avoir accès au pétrole libyen. Des raisons similaires ont motivé l'invasion de l'Irak par le républicain Georges Bush.

De même, dès son arrivée à la Maison Blanche, l'actuel président des États-Unis, Joe Biden, a multiplié les déclarations belliqueuses envers Vladimir Poutine ; allant jusqu'à le qualifier de « tueur ». On ne se souvient pas qu'un Donald Trump, républicain excentrique, ait tenu de tels propos aux antipodes de la diplomatie. A l'évidence la posture belliciste de Biden n'était qu'un signe avant-coureur du conflit russo-ukrainien en cours. Certes, la Russie y a sa part en tant que puissance agressive. Mais, l'expansionnisme de l'OTAN - chapeauté par les États-Unis - au détriment de la Russie aura contribué à mettre le feu aux poudres. L'histoire retiendra qu'un président américain, démocrate, était en fonction au moment des faits.

Malik Wogo

Championnat de Basket : Attar de Kidal et Djoliba AC en patrons

La phase aller du championnat national de première division de basket-ball bat son plein. Après 4 journées sur les deux tableaux, Attar Club de Kidal (Hommes) et Djoliba AC (Dames) s'imposent en patrons avec 4 victoires dans leur série respective.

Avant le coup d'envoi de la 5e journée de la Ligue 1, le jeudi 19 mai, l'Attar Club de Kidal chez les Hommes et le Djoliba AC en Dames restaient les seuls clubs ayant réalisé la série de 4 succès d'affilée. Forts de cette performance, les deux clubs dominaient, chacun, leur tableau. A ce rythme, les Djolibistes maintiennent la cadence pour conserver leur titre tandis que l'Attar club tente de s'interposer entre l'AS Police et son titre.

Mais avec 3 étapes à franchir pour pouvoir mettre la main sur le titre, le chemin reste encore long et sinueux. En effet, avec 8 clubs chez les Hommes aussi bien que sur le tableau féminin, la phase de poules comprend 14 journées à l'issue desquelles les 4 premiers se qualifient pour le carré d'AS qui va se jouer, ensuite, en aller simple. Les deux premiers du carré d'AS (2 en Hommes et 2 en Dames) vont par la suite disputer les Play-offs qui comportent 5 rencontres. A l'issue des Play-offs, l'équipe qui enregistrera le plus grand nombre de victoires sera sacrée championne du Mali.

Programme 5e journée

Jeudi 19 mai (à Bamako)
Stade malien de Bamako-Attar Club de Kidal (Hommes), 15h
Stade malien de Bamako-Attar Club de Kidal (Dames), 17h
Kalaban Sport Club-Réal de Bamako (Dames), 19h
Vendredi 20 mai (à Bamako)
Commune 6-Réal de Bamako (Hommes), 15h
AS police-Usfas (Dames), 17h
AS Police-AS Mandé (Hommes), 19h
Samedi 21 mai à Sikasso et Koutiala
Tata de Sikasso-Djoliba (Hommes), 17h
USM de Koutiala-Djoliba (Dames), 17h

A. C.
Source : Mali Tribune

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Une personne voudra vous mettre des bâtons dans les roues. Cela créera des situations complexes dans votre activité. Mais cela ne durera pas longtemps puisque vous saurez montrer les crocs et prouver que vous êtes quelqu'un avec qui on devra compter.
Uranus, cette fois-ci aura bonne presse dans votre maison II. Sa présence en Taureau vous amènera à mixer audace et sécurité. Ses bons effets vous porteront chance pour échelonner les échéances, le temps de vous remettre à flot, ce qui ne tardera pas.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Les échanges avec vos collègues apportent des ennuis. Il règne une atmosphère de rivalité. Un poste ambitionné peut révéler les intentions d'un collègue ! Du changement dans votre service sème la pagaille tout en vous donnant une opportunité d'évolution !
Il y a peu de frais et vous décidez de faire des économies. Des résolutions sont prises. Vous différez vos achats. La sagesse vous accompagne dans cette journée. Pour l'instant, vous gardez confiance en l'avenir. Les revenus stables vous rassurent.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce au bon positionnement planétaire de Neptune dans votre signe, vous serez face à une occasion unique de vous mettre en avant, et d'augmenter de manière significative vos responsabilités. Vous disposerez d'un énorme potentiel pour y parvenir.
Pour agrémenter la décoration intérieure de votre habitation, vous ne ferez pas les choses à moitié. En effet, ami Gémeaux, vous pourrez vous rendre chez un antiquaire. Vous aurez du goût et un portefeuille bien garni... Que demande le peuple !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Redéfinir vos objectifs professionnels peut vous aider à retrouver la motivation qui vous manque. Pourquoi ne pas repenser aux projets que vous aviez fuis un temps, ou envisager une possible reconversion ? Le choix est large. Jetez-vous à l'eau !
On dirait qu'autour de vous tout est propice à la dépense, pile-poil au moment où vous êtes obligé de faire attention à l'argent qui sort de votre porte-monnaie. Pour éviter les tentations, et bien malgré vous, vous décidez de ne pas faire de shopping.

Lion (22 juillet - 23 août)

Entreprenant et super positif dans votre secteur X, Uranus vous donnera des ailes et maximisera vos chances de réussite, avec en prime, une popularité au top ! Vous foncerez, bien décidé à vous impliquer dans ce que vous ferez pour vous faire apprécier.
Mercure sera votre coach en matière financière. Il favorisera vos rentrées d'argent, mais pas seulement. Il vous indiquera aussi de façon intuitive des astuces de gestion pour optimiser votre budget et des plans peu coûteux sur certains de vos achats.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Un collègue peut vous demander de le remplacer. Votre chance professionnelle commence par un inattendu. La journée favorise une masse d'activités en tout genre. Heureusement, votre énergie est extraordinaire. Vous êtes capable d'abattre beaucoup de travail !
Essayez de refaire une trésorerie. La prudence continue à s'imposer. Vous avez les pieds sur terre. Exceptés des coups de coeur, vous limitez vos dépenses. Elles concernent la décoration et votre mise en beauté. Après tout, vous désirez vous faire plaisir !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Si, dans votre travail, vous êtes en litige, vos adversaires, le mot n'est pas trop fort, pourront chercher à vous mettre en défaut. Ami Balance, un conseil : ce ne sera pas le moment de bâcler vos tâches ! Sinon, vous subirez l'effet boomerang...
À cause de finances moins florissantes que prévu, vous perdrez de votre superbe... Vous subirez la fameuse théorie des dominos ! Moins d'argent, plus de tensions... Tensions dans le couple, tensions au travail, tensions avec tout le monde ! La totale...

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous avez joué au bluff avec l'un de vos collègues de bureau, la situation risque de se retourner contre vous. Assumez sans vous voiler la face. Posez cartes sur table en ayant une bonne discussion. On ne peut pas vous en tenir rigueur.
Les astres vous demandent d'être prévoyant avec les dépenses. Vous ne pouvez pas vous permettre de jeter votre argent par les fenêtres. Aujourd'hui, cher natif, vous devez compter votre argent avant de le dépenser, a contrario, bonjour les problèmes.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il y aura une certaine pression, d'autant plus que les contretemps s'accumuleront, mais vous ferez preuve d'inventivité et d'une grande capacité à retomber sur vos pattes. Ce dont vous devrez vous méfier sera de l'attitude peu conciliante de certains.
Les aspects planétaires vous aideront à mettre en avant votre sens de la débrouillardise pour stabiliser vos finances. Une fois vos besoins ciblés, vous mettrez le holà sur des dépenses inutiles, sans pour autant vous interdire une petite folie.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Gagner plus vous attire. Vos compétences sont peu exploitées et cela vous irrite ! Vous multipliez les démarches pour avoir un meilleur salaire. Faites-les en vérifiant les détails. Un piège pourrait se cacher dans une proposition de travail.
Il est essentiel de garder des économies. Les frais sont importants. Vous devez faire attention aux dépenses inutiles. Un coup de coeur reste possible pour des articles de voyage. Comparez tout de même les tarifs ! Ne craquez pas sur le plus cher.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez un nouveau cahier des charges à respecter avec un rôle mieux défini qu'à l'accoutumée à jouer... Ami Verseau, profitez-en pour vous spécialiser. Ami Verseau, votre réussite actuelle parle en votre faveur. C'est le moment ou jamais...
Dans le sillage de vos finances, de nouvelles pistes se dessineront. Jupiter vous tirera l'oreille si votre budget s'éparpille aux quatre vents. De son côté, Saturne vous réclamera encore plus d'économies. Elles permettront de dénouer certaines situations.

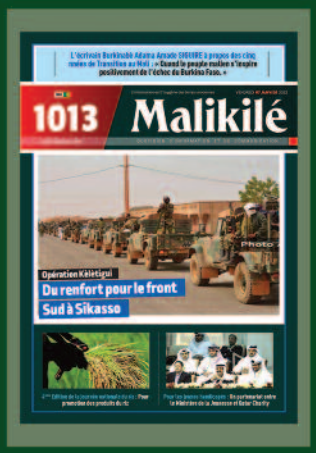
Poisson (19 février - 21 mars)

Vous brillez par vos bonnes idées, on apprécie votre savoir-faire et vos compétences, malgré cela, vous n'êtes pas suffisamment satisfait, des doutes sont toujours présents. Heureusement, parmi vos collègues vous trouvez du soutien, c'est réconfortant.
Vous comptez sur un remboursement pour renflouer vos finances et rééquilibrer la balance. Ce n'est pas dit que cette somme arrive sur votre compte aujourd'hui, par contre une nouvelle vous donne bon espoir. Ouf ! Vous voilà soulagé.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com